

ment établis à Chicago, à propos de sa souscription et de celle de son fils au fonds des incendiés. Nous donnons simplement les résolutions adoptées à un meeting tenu dernièrement à cette effet. Ces résolutions portent en elles-mêmes leur commentaire ; en voici le procès-verbal :

“ Les Allemands libéraux de Chicago réunis en meeting le 28 octobre, ont adopté les résolutions suivantes :

“ Attendu que les Allemands citoyens de Chicago, pendant toute la période de la guerre franco-prussienne, et pour l'allègement des souffrances et des misères de leur compatriotes mutilés et estropiés en France, n'ont épargné ni sacrifices ni dépenses, et

“ Attendu que, maintenant, dans cette grande calamité qui a réduit notre ville et nos maisons en cendres, donnant à l'empereur et au prince héritier d'Allemagne l'occasion de témoigner leur reconnaissance de la libéralité des habitants allemands de Chicago, ils souscrivent en hésitant les misérables sommes de 1,000 et de 500 thalers respectivement ; il est unanimement

“ Résolu que nous, soussignés, autrefois sujets allemands, requérons les comités institués pour le secours de Chicago de rejeter avec indignation la misérable obole qui nous est offerte par Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, le prince héritier de Prusse et sa femme. Et il est en outre

“ Résolu que les soussignés souscrivent les sommes figurant ci-dessous en regard de leurs noms, afin que, réunies aux 1,500 thalers, elles soient distribuées parmi nos pauvres compatriotes qui ont été ruinés, mutilés ou estropiés par la guerre franco-prussienne et qui sont encore aujourd'hui sujets allemands. ”

Suivent les signatures, accompagnés des sommes souscrites.

Nous ne savons pas de quel bois se chauffe Sa Majesté Allemande, mais il faut qu'elle ait l'épiderme bien dur s'il ne lui en cuit pas un peu !

Les journaux d'Angleterre ont répandu dernièrement un rumeur qui a été contredite depuis, mais qui, croyons-nous, est loin d'être sans fondement. En présence des idées nouvelles qui se font jour partout, les lords auraient eu avec les délégués de la classe ouvrière, une entrevue dans laquelle on aurait arrêté les bases d'une certaine alliance entre les deux partis. On cite le nom du Marquis de Lorne sur la liste des lords. Quoi qu'on en dise, nous trouvons la chose non seulement possible, mais même fort probable. Il est inutile de se le dissimuler, les idées varient et prennent un autre cours. Avant longtemps, l'Angleterre aura à subir des changements : peut-être, alors, les lords que l'on blâme aujourd'hui, auront-ils lieu de se féliciter d'avoir pris cette petite mesure de précaution. Le peuple ne déteste pas les grands individuellement, il en déteste la caste. Moins vous serez partisan de la caste, plus vous serez en sûreté, ce qui n'amointrirait pas nécessairement la grandeur.

L'opinion publique n'a pas encore fini de s'occuper de la Reine. Quoique les craintes sur l'état de sa santé soient à peu près dissipées et que le parfait équilibre de ses facultés mentales soit officiellement constaté par le médecin royal, on trouve encore moyen cependant, d'occuper les masses à ses dépens. La tranquillité semble cependant rétablie du moins pour le moment.

En France, on s'occupe à reconstituer l'armée sur un pied qui la fasse ressembler le plus possible aux armées prussiennes. Le général de Cissey, ministre de la guerre s'est adressé aux généraux divisionnaires pour aviser aux moyens de faire apprendre la langue allemande à tous les officiers français. L'ex-empereur, de son côté, s'agitte dans sa solitude : il vient de publier une brochure sur les institutions militaires de l'Allemagne. Cette étude, comme la circulaire du général de Cissey, est peut-être un peu après coup, mais enfin, mieux vaut tard que jamais. Quoiqu'il en soit, le *Journal des Débats* passe cette brochure au crible et y découvre, avec le manque d'à-propos, une couleur tyrannique qui l'exaspère. “ La volonté du roi est la loi suprême, ” dit le code militaire prussien ; c'est là ce que Napoléon admire. Il ne veut pas qu'on dise : “ Je ne sers pas un homme, je sers mon pays. ” Cette formule, dit-il n'est qu'un prétexte à toutes les défections, à tous les parjures. Le *Journal des Débats* peut bien avoir raison, mais Napoléon peut bien aussi ne pas avoir tout-à-fait tort.

L'empereur n'est pas le seul cependant qui ait écrit sa brochure. Chacun écrit la sienne, la France en est inondée. Le prince Napoléon, McMahon, Bazaine et une foule d'autres ont lancé des écrits dans le public. Il semble que cette dernière partie, perdue sur le champ de bataille, doive se renouveler sur le papier. Il est triste cependant de voir tant de vaillantes épées laissées de côté pour faire place à la plume. Le courage qui a été vaincu et qui se tait jusqu'à la revanche a pour nous bien plus de grandeur que celui qui monte sur le treteau pour expliquer sa défaite.

La mort de M. Lambrecht a laissé dans le ministère un vide que M. Thiers vient de remplir en appelant M. Casimir Périer au ministère de l'intérieur. Casimir Périer n'était pas partisan de la politique de Thiers : il avait même fait une violente opposition à ses plans financiers. On voit cependant que le président veut continuer à faire de son cabinet un cabinet de conciliation et qu'il est fort au-dessus des petites rancunes personnelles ; le talent est appelé à prendre part à l'œuvre patriotique de quelque parti qu'il tire son origine. On va même jusqu'à dire que Thiers, dans une espèce de testament politique, a désigné Périer comme son successeur à la présidence. Car le système républicain paraît devoir prendre

racine en France. M. Thiers a en effet annoncé que, lors de la réouverture de l'Assemblée nationale, en décembre prochain, le cabinet proposera de mettre fin au régime provisoire actuel et d'établir définitivement la République. Le *Herald* de New-York, ne cache pas sa joie et dit à ce sujet :

“ L'établissement de la république fera de nouveau la France la nation pivot du continent européen. Comme aux premiers jours de la république, tous les peuples opprimés et abaissés tourneront vers elle des regards d'espérance. La république en France, c'est le salut ; car elle assurera la paix intérieure et la prospérité. La république en France, c'est la revanche ; car elle balayera tous les trônes et toutes les dynasties, ses ennemis héréditaires ” Nous avouons que toute cette tirade est d'un fort grand style, mais, n'en déplaise au *Herald*, nous n'y ajoutons pas la moindre foi. La république n'est ni l'espoir ni la revanche pour la France. La France n'a jamais été faite pour la république, pas plus que nous, pas plus que le peuple irlandais. Jusqu'à présent, la république, même aux États-Unis, ne s'est soutenue que grâce aux éléments hétérogènes dont elle est composée. Chacun avait assez de s'établir, de se protéger, sans songer à renverser le pouvoir pour tâcher, au milieu des ruines, d'en saisir une plus large part. Maintenant que le temps commence à créer aux États-Unis une nationalité, la république vacille sensiblement. De prime abord, ces idées peuvent sembler paradoxales, mais en y réfléchissant un peu, et surtout en leur donnant les développements que nous ne pouvons pas leur donner ici, on s'apercevra qu'elles sont profondément vraies. Il n'y a peut-être qu'un pays au monde où la république pourrait probablement vivre, et ce pays est l'Angleterre. Si d'ailleurs on étudie avec attention les paroles de Thiers lui-même, on verra qu'il est, en principe, opposé à la république et que tout ce qu'il entend faire, c'est de tirer le meilleur parti possible de celle qu'il a entre les mains.

Alphonse Karr vient de reparaitre dans l'arène du journalisme. Les “ Guêpes ” sont ressuscitées et l'élegant auteur y débute par une avalanche de vérités piquantes comme lui seul sait les dire. En présence de ce fait, Rochefort s'est ému et il a senti à son tour le besoin de ressusciter quelque chose, fût-ce la “ Lanterne. ” Malheureusement ses liens sont un peu serrés ; Victor Hugo—rien que cela—a voulu s'en mêler : il a adressé prière sur prière au président, en faveur de son bouillant ami : Thiers qui, sans être aussi poète, est plus prudent que Victor Hugo, a poliment mais fermement refusé. Là dessus le grand poète en a pris son parti et il a écrit une lettre sous forme d'adieu à Rochefort et de plainte à son pays. Cette lettre, toute bouffonne qu'elle est, ne fait pas rire. Quand on songe que le génie qui a produit tant de belles pages en est arrivé à écrire une lettre semblable, le cœur se serre et on a plutôt envie de pleurer. Rochefort, toutefois ne sera pas si mal, puisqu'il a toute une ville pour prison. Les procès des communeux se poursuivent activement. Dix-neuf individus impliqués dans l'assassinat des généraux Lecomte et Thomas, viennent de recevoir leur sentence : huit sont condamnés à mort et les autres à des termes divers d'emprisonnement. On dit, mais nous ne l'assurons pas, que Bismark aurait offert à la France de lui rendre Metz, en échange de Pondichéry. Le *Courrier des États-Unis* trouve cet offre très-avantageuse.

On prête aux Communaux l'intention de se réunir et de tenter encore une fois le sort des armes. Le soulèvement a gagné jusqu'à l'Espagne où les ouvriers se sont mis en grève. On espère cependant que la chose ne prendra pas de proportions trop inquiétantes.

Nous allons oublier de mentionner l'inauguration du tunnel du Mont Cénis qui vient d'avoir lieu avec un certain éclat. Ce succès, sur lequel il s'élevait, il n'y a pas longtemps encore, bien des doutes, a profondément remué le monde scientifique. A l'heure qu'il est, il y a toutes espèces de projets dans l'air : tunnels, pont, viaducs, canaux, on ne parle plus que de construire ou de détruire ; ou va même jusqu'à vouloir assécher notre fleuve St Laurent. Il est à espérer qu'on échouera avant la fin.

Puisque les Alpes sont maintenant si faciles à franchir, nous pouvons bien risquer un coup d'œil sur l'Italie. Le roi Victor Emmanuel vient de faire son entrée à Rome et de se loger au Quirinal. Sa population l'a acclamé sur son passage. Son gouvernement toutefois continue à opprimer ceux qui sont restés fidèles à l'ancien régime et à faire évacuer les maisons religieuses et les cloîtres quand il ne réussit pas à les rançonner à son gré. En présence de ces tristes événements, Pie IX doit, dit-on, protester auprès de toutes les puissances européennes contre cette violation qui lui est faite au nom du plus fort. Le Pape a en outre manifesté son intention de se retirer en France. M. Thiers, après avoir fait tout en son pouvoir pour le dissuader, a mis à sa disposition le château de Pau, dans le Béarn, non loin des frontières d'Espagne.

Nous regrettons d'avoir à inscrire en tête de notre bulletin nécrologique, pour ce mois, le nom du lieutenant colonel Irvine que la mort a enlevé à l'âge de 69 ans. Mr. Irvine était surtout bien connu dans le monde officiel, où ses manières affables lui avaient valu un grand nombre d'amis. Il a été le principal aide-de-camp des gouverneurs-généraux du Canada depuis 1830 et était le père de l'Hon. George Irvine, solliciteur-général de la Province de Québec.

Un autre de nos concitoyens, M. Edward Burroughs, ci-devant notaire de cette ville, s'est éteint, il y a quelques semaines, à l'âge patriarcal de 81 ans. M. Burroughs était universellement connu et respecté à Québec dont toute la population regrettera longtemps l'estimable